MINISTERIE
VAN ONDERWIJS

MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE

Algemeen Rijksarchief

Archives Générales du Royaume

**NAVORSINGS- EN
STUDIECENTRUM
VOOR DE GESCHIEDENIS
VAN DE TWEDE
WERELDOORLOG**

**CENTRE DE RECHERCHES
ET D'ETUDES
HISTORIQUES DE
LA SECONDE GUERRE
MONDIALE**

BIJDRAGEN

CAHIERS

12

Mei 1989

12

Mai 1989

INHOUD

SOMMAIRE

Jean STENGERS

Quelques livres propos sur « Faurisson, Roques et Cie » p. 5

Maxime STEINBERG

Les yeux du témoin et le regard du borgne. Lecture critique d'un génocide au quotidien p. 31

Bart BRINCKMAN

Een schakel tussen arbeid en leiding: Het Rijksarbeidsambt (1940-1944) p. 85

Etienne VERHOEYEN

Un groupe de résistants du Nord-Hainaut: La Phalange Blanche p. 163

Luc VANDEWEYER

De hoop op een Duitse revanche-oorlog. De voorbereiding van de kollaboratie door de Vlaams-nationalisten rond het weekblad « Vlaanderen » p. 207

J. VELDEKENS & J.R. DE KRIEK

Toelichting bij het artikel « Het belang en de betekenis van de oorlog voor het Belgische omroepbestel » p. 229

Samenvattingen - Résumés - Summaries p. 241

Bibliografie p. 253

Publikaties - Publications p. 287

Leuvenseplein, 4 - bus 19,
1000 Brussel — Tel. 218.45.27

Place de Louvain, 4 - bte 19,
1000 Bruxelles — Tél. 218.45.27

Jean Stengers

QUELQUES LIBRES PROPOS SUR « FAURISSON, ROQUES ET Cie » (*)

Une ou deux précisions liminaires paraissent nécessaires. J'aimerais tout d'abord expliquer le titre de ma communication. Ce titre est en fait une citation, d'ailleurs légèrement déformée. Dans une interview donnée au *Nouvel Observateur* en avril 1987, Simone Veil parlait de « Faurisson, Roques et les autres », et elle demandait : « Qu'attend-on pour se mobiliser contre Faurisson, Roques et les autres ? » (1).

Si j'emprunte mon titre à cette formule, je n'entends cependant pas, comme le souhaitait Simone Veil, me « mobiliser », ce qui est une attitude morale tout à fait respectable, mais qui n'est pas une attitude d'historien. Je souhaite simplement livrer à mon auditoire quelques libres propos. Quand je dis « quelques propos », cela signifie que mon exposé ne vise pas à être systématique; quand je dis « libres », cela signifie que j'exposerai en toute liberté ce qu'est l'état actuel de mes réflexions, sans aucune préoccupation de plaire à ceux-ci ou à ceux-là. Le résultat sera peut-être d'ailleurs que je déplairai à tout le monde.

Une question de forme également à préciser : je dirai le plus souvent, comme dans le titre de ma communication, « Faurisson », « Roques », et non pas « M. Faurisson », « le professeur Faurisson », ou « M. Roques », et cela non par une sorte de mépris, mais parce qu'il s'agit là aujourd'hui pratiquement de figures publiques, et que c'est la manière habituelle de désigner des figures publiques.

(*) Texte d'une communication présentée le 16 mars 1988 à un séminaire du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre Mondiale. Je n'ai apporté à ce texte que quelques légères retouches, et j'y ai ajouté une page finale. Les notes se réfèrent par contre dans plusieurs cas à des publications postérieures à ma communication. Comme celle-ci avait été enregistrée par certains auditeurs, et que la transcription a circulé, à la fois en France et en Belgique, je fais également état, en note, d'une ou deux réactions que le texte a suscitées. Il me faut signaler qu'un journaliste qui avait assisté à la réunion a — avec mon autorisation — donné à de larges passages de ma communication le caractère d'une « interview » (*Interview met Jean Stengers*, dans *Knack*, 20 juillet 1988, p. 52-54). Ses citations sont en général fidèles, mais il y a ajouté — en les mettant dans ma bouche — quelques affirmations de son cru, dont l'une, suivant laquelle Faurisson ne parlerait pas de l'usage du *Zyklon B*, est évidemment absurde. J'assume par contre la responsabilité d'une interview véritable donnée au MRAX sur le sujet abordé ici (*Entretien avec le Professeur Jean Stengers*, dans *MRAX Information*, Bruxelles, n° 52, octobre 1988, p. 10-17).

(1) *Simone Veil juge le procès Barbie*, dans *Le Nouvel Observateur*, 17 avril 1987.

Enfin, mes réflexions porteront sur le révisionnisme français, et non sur le révisionnisme en général. Il est évident qu'il existe ce que l'on peut appeler — et les révisionnistes eux-mêmes en conviennent — une Internationale révisionniste, et qu'à travers le monde, elle présente des caractères généraux. Mais il y a aussi, au sein de cette Internationale, des formes nationales dont chacune a certaines caractéristiques. C'est de la forme française que je m'occuperai.

En quoi cette forme française a-t-elle une certaine originalité ?

Tout d'abord les révisionnistes français ne cherchent pas, comme le font certains autres, et par exemple aux Etats-Unis un homme comme Arthur Butz, le chef de file des révisionnistes américains, à présenter un exposé d'ensemble sur le sort des Juifs pendant la guerre. Ils se concentrent sur certains points particuliers dont, d'ailleurs, ils tirent des conclusions générales. Mais il n'y a pas chez les révisionnistes français — jusqu'à présent du moins — de tentative de construction générale. Ils échappent dès lors — et ceci est fort important à noter — à la nécessité de se poser certaines questions qu'un homme comme Butz, qui veut voir les choses dans leur ensemble, doit se poser, et auxquelles il est forcé de donner une réponse. Il n'y a pas, dans la littérature révisionniste française, de pages aussi extraordinaires que celle que l'on trouve dans l'ouvrage de Butz, *The Hoax of the Twentieth Century* (« La Mystification du XXe siècle »), lorsque Butz se pose une question qui vient évidemment à l'esprit dès lors que l'on envisage le problème des Juifs dans son ensemble : comment se fait-il que tant de Juifs déclarent qu'ils ont perdu pendant la guerre des membres de leur famille ? La réponse de Butz est la suivante : il se peut, bien entendu, que certaines de ces personnes déclarées disparues aient effectivement péri, mais dans d'autres cas, ce qui a pu très bien se passer est qu'elles aient préféré, après la guerre, ne plus donner de nouvelles à leur famille. En effet, pendant la guerre, des ménages ont été séparés. L'homme a été d'un côté, la femme d'un autre. C'étaient des ménages qui, déjà, ne tenaient que pour des raisons de convention, et le mari et la femme ont refait leur vie chacun de leur côté. Après la guerre, ils ont préféré ne plus donner de nouvelles à leur époux légitime (2). C'étaient, si l'on veut, en ce qui regarde les hommes,

(2) « A more important and more plausible motivation for failing to reestablish contact (c'est-à-dire, pour un Juif envoyé à l'est, de ne pas reprendre contact après la guerre avec sa famille) held when a separation of husband and wife was involved. A very large number of marriages are held together by purely social and economic constraints... In many cases deported Jewish families were broken up for what was undoubtedly intended by the Germans to be a period of limited duration... Under such conditions it is reasonable to expect that many of these lonely wives and husbands would have, during or at the end of the war, established other relations that seemed more valuable than the previous relationships. In such cases, then, there would have been a strong motivation not to reestablish contact with the legal spouse... This possibility could account for a surprisingly large number of 'missing' Jews». Butz imagine ensuite assez longuement un exemple concret, et conclut : « Obviously, the possibilities of accounting for missing Jews in this way are practically boundless » (A.R. BUTZ, *The Hoax of the Twentieth Century*, 2e éd., Chapel Ascote, 1977, p. 242-243).

des Juifs trop heureux de disparaître pour échapper à leur femme. Une page comme celle-là, qui à elle seule d'ailleurs montre ce qu'est la valeur de l'édifice construit par Butz, on ne la trouve pas chez les révisionnistes français, parce qu'ils n'ont pas besoin de l'écrire, étant donné qu'ils pratiquent ce que l'on peut appeler une méthode « parcellaire ».

D'autre part, le trait peut-être le plus remarquable du révisionnisme français, c'est le retentissement qu'il a eu en France et même, à certains égards, à l'étranger, et en tout cas en Belgique. La comparaison avec d'autres pays, à ce point de vue, est véritablement frappante. Prenez le cas des Etats-Unis et du Canada : il y a là des révisionnistes qui ont des moyens financiers assez puissants, qui tiennent des congrès, qui ont une revue (3). Prenez l'Allemagne : le révisionnisme, là, a pénétré incontestablement dans les milieux néo-nazis; son expression ouverte est muselée par la législation allemande (4), mais l'esprit révisionniste pénètre dans un organe hebdomadaire assez répandu, la *National-Zeitung*, organe virtuellement néo-nazi, qui s'attache en tout cas à venger l'honneur de l'Allemagne nazie. Prenez le cas de l'Angleterre : c'est le pays où le révisionnisme est peut-être le plus nettement antisémite; on a signalé que le petit journal révisionniste *Holocaust News* était envoyé systématiquement à des communautés juives et à des personnes ayant un nom juif (5). Mais que ce soit aux Etats-Unis, en

(3) L'affaire Zündel, au Canada, peut servir à cet égard de pierre de touche. Ernst Zündel, qui se définit lui-même comme « a Toronto businessman of German descent », avait réédité au Canada un des classiques du révisionnisme, la brochure *Did six million really die ?* Il fut de ce fait poursuivi et condamné en 1965. Le jugement ayant été cassé pour vice de procédure, Zündel comparut à nouveau en justice au début de 1988 et fut à nouveau condamné, le 13 mai 1988. Le premier procès Zündel fit au Canada un bruit assez considérable; la presse en parla abondamment, et on lui a même consacré un livre : G. WEIMANN et C. WINN, *Hate on Trial. The Zundel Affair. The Media. Public Opinion in Canada*, Oakville, 1986. Le second procès, quant à lui, s'il a été commenté par des organes révisionnistes, notamment en France (voir ci-dessous note 50), n'a plus eu, au Canada même, que très peu d'écho (cf. G. BAIN, *The public's right to know*, dans *Macleans*, 23 mai 1988 — Je remercie M. Fernand Erauw et M. Serge Jaumain, qui m'ont fourni de très utiles informations). — Un des aspects qui frappe cependant le plus, dans les procès Zündel — et spécialement dans le second — est l'arsenal des moyens qui ont été mis en œuvre par la défense : témoins que l'on a fait venir d'Europe et qui ont séjourné parfois longuement au Canada (cela a été le cas de Faurisson), recours à un expert qui, avec une équipe, a visité les chambres à gaz de camps de concentration polonais et a fait analyser ensuite une série de prélèvements qu'il y avait effectués, etc. Nous dirons un mot par la suite de la valeur de ce travail d'expertise (voir note 50), mais nous nous bornons ici à une constatation : tout cela a dû coûter fort cher, et suppose donc chez les révisionnistes d'Amérique du Nord des moyens financiers considérables.

(4) Ce sont les articles 130, 131 et 185 du Code pénal, punissant respectivement l'incitation à la haine ou au mépris à l'égard d'une partie de la population, la publication d'écrits incitant à la haine raciale, et l'injure, qui pouvait être en l'occurrence d'application (voir pour plus de détails ci-dessous note 64). Le jugement de saisie de l'ouvrage de Wilhelm STÄGLICH, *Der Auschwitz-Mythos: Legende oder Wirklichkeit ?* (Tübingen, 1979) a été pris de la sorte, en 1982, sur la base des articles 130 et 131 (cf. W. STÄGLICH, *Der Auschwitz-Mythos. A book and its fate in the German Federal Republic*, dans *The Journal of Historical Review*, t.5, n° 1, Spring 1984). On notera que le livre est cependant accessible dans sa traduction française, publiée à Paris (*Le Mythe d'Auschwitz. Etude critique* (Paris, La Vieille Taupe, 1986).

(5) Voir J. CRAIG et J. REVILL, *Holocaust hate sheet alarms British Jews*, dans le *Sunday Times*, 6 mars 1988.

Angleterre, en Allemagne ou ailleurs, ce que je viens d'évoquer sommairement reste au fond très marginal et n'a pratiquement eu — sauf à quelques rares moments — aucun retentissement. Le retentissement, on ne le trouve qu'en France. La France seule a connu et connaît encore le véritable scandale du révisionnisme.

Pourquoi ce retentissement particulier ? Je crois que la réponse est assez claire : c'est à cause de la manière dont ceux que le révisionnisme indignait ont réagi, et surtout à cause de l'écho médiatique donné à toute l'affaire. Les réactions de ceux à qui le révisionnisme donnait un haut-le-cœur, il est à peine besoin de les rappeler : le grand manifeste des historiens français les plus célèbres publié dans *Le Monde*, les procès successifs et multiples intentés à Faurisson, avec tous leurs rebondissements et les commentaires qu'ils ont suscités, les articles dans la presse, à la fois dans des quotidiens et dans tous les hebdomadaires importants; les émissions de radio et de télévision aussi et peut-être surtout. Ce sont les adversaires du révisionnisme qui ont fait sa publicité. Le cas le plus frappant, à cet égard — un cas que l'on pourrait presque qualifier d'exemplaire — est celui de la thèse d'Henri Roques. C'est la radio, c'est *Europe 1*, qui a littéralement « fait » l'« affaire Roques », en même temps d'ailleurs que des journaux dénonçant le scandale de ce doctorat de Nantes. Il est clair que sans ce fracas médiatique, il n'y aurait eu qu'une thèse assez obscure d'une université de province dont presque personne ne parlait.

On a dit de Faurisson qu'il était un provocateur. Je crois que cela est largement vrai : il a effectivement un tempérament de provocateur. Mais en tant que provocateur, il a admirablement réussi : ceux qu'ils provoquaient ont fait sa publicité. Je cite ici avant tout Faurisson car — et c'est là mon observation suivante —, le révisionnisme français, avec les traits que nous lui connaissons aujourd'hui, est, à mon sens, né essentiellement de Faurisson.

Avant Faurisson, certes, il y avait déjà eu en France du révisionnisme. Il y avait eu notamment un homme que les révisionnistes considèrent comme le père de leur école, Paul Rassinier. Le cas de Rassinier est un cas qui mérite un instant d'attention car on a souvent tendance à le simplifier et à l'expédier d'un mot en disant seulement : « premier révisionniste français ». Il y a en réalité deux Rassinier successifs, que je considère pour ma part comme très différents. Le premier Rassinier est un résistant authentique, déporté à Buchenwald et ensuite à Dora, et qui a écrit sur sa déportation un très beau livre, un témoignage de premier ordre, lucide, sans complaisance, dont le manque de complaisance a d'ailleurs choqué certains. En même temps, Rassinier relevait dans d'autres témoignages de déportés des exagérations, des déformations, des erreurs grossières, et il les dénonçait aussi sans complaisance. Si Rassinier avait persévéré dans cette critique très utile, il aurait pu devenir, pour l'indispensable passage au crible de la littérature relative à la déportation et aux camps, l'équivalent de ce qu'a été,

pour les témoignages relatifs à la Première Guerre Mondiale, un homme qui mérite une immense admiration, et qui est Norton Cru. *Témoins*, de Norton Cru, est un des chefs-d'œuvre de la critique historique ⁽⁶⁾. Mais Rassinier a évolué différemment : c'est le second Rassinier, qui s'est tourné vers l'extrême-droite, qui a versé dans l'antisémitisme, et dans la négation du génocide ⁽⁷⁾. Le Rassinier de la deuxième époque a donc été carrément révisionniste, mais rien ne permet de penser que si Faurisson n'avait pas repris le flambeau (et Faurisson, il faut le noter, se réclame de Rassinier), son influence aurait été durable.

Avant Faurisson toujours, on distribuait aussi en France un autre genre de littérature révisionniste : c'était la traduction française de la brochure d'un auteur anglais appartenant au National Front, et écrivant sous le pseudonyme de Harwood. En anglais, la brochure s'intitulait : *Did six million really die ?* La traduction française : *Six millions de morts le sont-ils réellement ?*, avait été publiée par un éditeur belge, les Editions du Baucens, à Braine-le-Comte, mais elle avait été diffusée surtout en France ⁽⁸⁾. Cette diffusion ne se faisait guère cependant que dans des milieux d'extrême-droite, et elle demeurait faible. A mon sens — bien que nous nous aventurons ici sur le terrain si dangereux des « si » de l'histoire —, tout cela, sans Faurisson, aurait sans doute végété assez misérablement, et se serait peut-être même éteint. C'est véritablement Faurisson qui a donné force et vigueur au révisionnisme français.

Qu'est-ce qui a permis à Faurisson de percer comme il l'a fait ? Trois choses, dans mon analyse, essentielles. D'abord son talent, qu'il faut bien évidemment reconnaître. Je crois, et je dirai dans un instant mes raisons, que les thèses qu'il défend sont absolument fausses, mais on peut défendre avec brio des idées fausses, et le brio est incontestablement là. En second lieu, un aspect de son talent auquel j'ai déjà fait allusion : c'est un remarquable provocateur, et cela aussi a joué. Enfin, le fait qu'il a fait école.

(6) J. NORTON CRU, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, 1929. Voir aussi son ouvrage méthodologique, *Du témoignage*, Paris, 1930. Ce dernier ouvrage a été réédité en 1966, sous le même titre, dans la collection *Libertés*. La réédition n'est que partielle, mais elle est accompagnée d'une précieuse étude sur l'auteur écrite par sa soeur, Hélène Vogel; de la même, voir aussi *Jean Norton Cru*, dans les *Annales de la Faculté des Lettres d'Aix*, t.25, 1961, p. 37-68.

(7) Cf. sur cette dérive de Rassinier, P. VIDAL-NAQUET, *Les assassins de la mémoire*, Paris, 1987, p. 49 et sv., et Nadine FRESCO, *Parcours du ressentiment*, dans *Lignes*, n° 2, février 1988, p. 53 et sv.

(8) Voir la réaction indignée de Pierre VIANSSON-PONTE, dans *Le Monde*, 17-18 juillet 1977 (*Le mensonge*), et 3-4 septembre 1978 (*Le mensonge — suite*); le premier article est reproduit dans S. THION, *Vérité historique ou vérité politique ?*, Paris, 1980, p. 66-68. — Le principal diffuseur de la brochure de Harwood, en France, était François Duprat, qui sera assassiné en 1978 dans des conditions demeurées mystérieuses (cf. Ph. CHANTERRE, *1978-1988 : François Duprat n'est pas tombé pour rien*, dans les *Ecrits de Paris*, mars 1988, p. 24-27, et S. DUMONT, J. LORIEU et K. CRITON, *Le Système Le Pen*, Anvers, 1985, p. 150-151; voir aussi l'éloge de Duprat par Jean-Marie Le Pen cité dans J.M. THEOLLEYRE, *Les néo-nazis*, Paris, 1982, p. 95-97).

Faurisson a réussi à se constituer à la fois une école et une clientèle, ou plutôt une double école et une double clientèle. Il a en effet réussi l'exploit de recruter à la fois à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite.

Cette curieuse addition des deux extrêmes dans le révisionnisme français est bien connue, et nous nous bornerons à quelques mots pour essayer de caractériser ces deux milieux. L'extrême-gauche, ou l'ultra-gauche, c'est le petit groupe de la « Vieille Taupe », chez lequel le trait qui me frappe personnellement le plus est l'esprit de secte, au sens classique du mot. Faurisson, que les gens de la Vieille Taupe, dans leurs circulaires, appellent « le Professeur », est un peu pour eux, me semble-t-il, leur gourou, l'homme qui les a illuminés, qui leur a montré qu'il fallait se défaire de l'histoire officielle. Ils suivent « le Professeur » avec d'autant plus de dévouement — et même, dans certains cas, d'abnégation — qu'il est, à leurs yeux, un persécuté. Rien ne renforce davantage une secte que le fait que le maître de la secte soit persécuté. Il faut le courage, ou l'inconscience, que donne l'esprit de secte — c'est-à-dire la conviction de détenir, envers et contre tout, la vérité, la conviction de lutter pour une cause —, pour faire ce qu'a fait par exemple Pierre Guillaume, l'éditeur de la Vieille Taupe, lorsque, au risque évident de se faire tabasser (en fait, il a été simplement arrêté par la police), il a été distribuer des tracts révisionnistes à la porte d'un cinéma où l'on projetait *Shoah* (9). Certains diront qu'il s'agissait là d'une grossière provocation, mais je crois que ce n'est pas saisir la portée véritable du geste : il s'agit plutôt, me semble-t-il, du témoignage, au sens où le témoignage peut être une forme de sacrifice, d'un homme qui est convaincu d'avoir vu la lumière, et se sent le devoir de communiquer cette lumière. C'est bien une des caractéristiques de l'esprit de secte (10).

A l'extrême-droite, c'est tout autre chose. Là on trouve ou bien la joie de pouvoir se débarrasser d'accusations lancées contre ceux que l'on considère comme proches de soi, ou bien simplement la joie de voir détruire des accusations lancées par ceux que l'on considère comme des ennemis politiques (c'est la psychologie que l'on décèle chez des hommes de la vieille droite française, plus ou moins nostalgiques de Vichy). Le tout étant bien entendu souvent, chez les uns et les autres, mâtiné d'une bonne dose d'antisémitisme. C'est dans la mouvance de droite que se situent un Henri Roques, ou des collaborateurs de la revue *Ecrits de Paris*, parmi lesquels on

(9) Cf. P. GUILLAUME, *Droit et histoire*, Paris, 1986, p. 9 et sv.

(10) Pierre Guillaume, par ailleurs considère que son action se situe dans la droite ligne de la tradition révolutionnaire. Il déclare dans une interview : « J'estime que le révisionnisme, qui est tout simplement la critique des délires liés à la guerre et à la propagande de guerre, est absolument dans la tradition du mouvement révolutionnaire quand il existait. Le révisionnisme de la Première Guerre mondiale, c'était avant tout des pacifistes, des types qui avaient été contre la guerre et qui continuaient le travail... Tout cela est absolument dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire » (dans *Zéro*, avril 1987). — Sur le groupe de la Vieille Taupe, voir notamment Nadine FRESCO, *Parcours du ressentiment*, art. cité, p. 38-45.

compte Robert Poulet⁽¹¹⁾. C'est du côté carrément fasciste que se situent un Olivier Mathieu, qui déclare respecter et admirer Hitler⁽¹²⁾, ou un Léon Degrelle, qui professe les mêmes sentiments. Le révisionnisme de Degrelle s'exprime en termes particulièrement délicats. Il écrit, de sa propre main (le texte publié reproduit un autographe) : à Auschwitz, si l'on en croit les documents officiels du camp, « la future Mme Veil fut bel et bien gazée, non sans ressortir avec une souplesse très sportive, l'instant d'après, par la cheminée du four crématoire, pour se retrouver finalement, triomphante, à la Présidence de l'Assemblée Européenne »⁽¹³⁾.

La liaison entre extrême-droite, vieille droite monarchiste, et révisionnisme, est visible, patente, lorsque l'on visite à Paris la librairie Ogmios, qui est le principal lieu de vente des publications révisionnistes : on y trouve côte à côte des albums à la gloire des combattants du Front de l'Est, des ouvrages à la gloire de la monarchie française, et la littérature révisionniste. La mouvance de droite est importante pour le mouvement car c'est d'elle, selon toute vraisemblance, que vient le financement le plus important. Il y a par exemple en Belgique un groupe d'amis de Faurisson qui font une propagande assez considérable et certainement coûteuse : si l'on veut deviner d'où vient le financement, le regard, selon toute vraisemblance, doit se porter à droite⁽¹⁴⁾. On connaît en tout cas une source de financement certaine, car elle a été révélée par des documents incontestables : c'est le très gros chèque adressé par Wahid Gordji (le célèbre enfermé de l'ambassade d'Iran à Paris) à la Librairie Ogmios pour soutenir ses publications⁽¹⁵⁾.

(11) « Il n'y eut pas de chambres à gaz homicides » (R. POULET, *Pour soulager ma conscience*, dans *Les Ecrits de Paris*, janvier 1984, p. 10). Dans un article ultérieur (*Sans haine et sans crainte*, dans *Rivarol*, 2 octobre 1987), M. Poulet pose la question davantage qu'il ne la résout. — M. Poulet, qui avait lu le texte de ma communication, m'a écrit fort courtoisement pour préciser que sa position n'avait été en rien influencée par des sentiments antisémites, qui, souligne-t-il avec force, lui sont étrangers, et qu'elle résultait uniquement de ses convictions intellectuelles. M. Poulet s'étonne par ailleurs que je l'aie situé dans la « mouvance de droite ». Je reconnais bien volontiers que cette classification, fondée surtout sur sa collaboration à des organes comme *Rivarol* ou les *Ecrits de Paris*, est assez peu adéquate. M. Poulet, lorsqu'on aperçoit en le lisant ses diverses facettes, se révèle, à vrai dire, proprement inclassable.

(12) Déclaration d'Olivier Mathieu dans l'émission d'André Dartevelle, *Auschwitz ou l'introuvable sens*, diffusée par TV 5 le 27 février 1988, puis par la télévision belge le 24 mars 1988. Olivier Mathieu, qui s'affirme fasciste, avec enthousiasme, est un admirateur non moins enthousiaste d'Abel Bonnard, dont il a publié, avec une préface, des œuvres (A. BONNARD, *Berlin, Hitler et moi. Inédits politiques*, Paris, 1987).

(13) Léon DEGRELLE, *Folie de la répression belge* (brochure publiée en 1980 ou 1981, sans doute à Bruxelles, sans indication d'origine ni mention d'éditeur responsable), p. 48. Léon Degrelle a donné libre cours à son révisionnisme dans sa *Lettre au Pape à propos d'Auschwitz* (Bruxelles, 1979).

(14) En Flandre, en tout cas, le révisionnisme apparaît comme étant principalement d'extrême-droite : cfr. B. BRINKMAN et B. DE WEVER, *De verdwenen gaskamers*, dans *De Nieuwe Maand*, mai 1988, p. 10.

(15) Voir *Le Canard Enchaîné*, 5 août 1987, et *Le Monde*, 6 et 13 août 1987, ainsi que les explications des dirigeants d'Ogmios dans *Le Monde*, 25 août 1987 et 28 février 1988. Ces explications n'ébranlent pas la matérialité des faits.

Les relations entre gauche et droite, au sein du révisionnisme, ne sont pas toujours excellentes, loin de là. On entend des hommes de la Vieille Taupe dire qu'ils ne se sentent rien de commun avec un Olivier Mathieu. Mais leur maître à tous est le même : Faurisson.

Tout, en France, à l'heure actuelle, remonte à Faurisson. Il faut donc bien saisir ce qu'est sa position. Le danger, quand on cherche à la définir, est de se laisser hypnotiser par la question des chambres à gaz. La question des chambres à gaz occupe bien entendu, dans la littérature révisionniste, une place considérable, mais elle n'est pas du tout l'enjeu central du débat. L'enjeu central, c'est la réalité même de l'holocauste.

Il importe de se pénétrer à cet égard de la formule qui a été soigneusement préparée par Faurisson, et dont il a même compté les mots (60 mots, dit-il — bien que je n'arrive pas pour ma part à 60), et qu'il a lue lentement en 1980 au micro d'*Europe 1*. Citons-la : « Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des Juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'Etat d'Israël et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand, mais non pas ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier »⁽¹⁶⁾.

« Le prétendu génocide des Juifs » : voilà bien l'essentiel. Le premier numéro des *Annales d'Histoire révisionniste* s'ouvre par un article intitulé « Le mythe de l'extermination des Juifs »⁽¹⁷⁾. Il y a, selon Faurisson, deux mythes majeurs : d'une part le mythe du génocide lui-même, et d'autre part le mythe selon lequel Hitler aurait voulu la disparition des Juifs⁽¹⁸⁾. À côté de ces affirmations massives, on serait presque tenté de dire, comme Jean-Marie Le Pen — mais dans un esprit évidemment différent du sien — que les chambres à gaz ne sont qu'un « point de détail ». C'est la réalité même de l'extermination qui est au cœur du débat.

Un débat, cependant, certains considèrent qu'il ne saurait y en avoir. C'est la formule bien connue : « On ne discute pas avec les révisionnistes ».

(16) P. GUILLAUME, *Droit et histoire*, op.cit., p. 18.

(17) Carlo MATTOGNO, *Le mythe de l'extermination des Juifs*, in *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 1, Printemps 1987, p. 15-107. Carlo Mattogno est en quelque sorte le Faurisson italien. Trois de ses livres sont publiés aux éditions de la *Sentinella d'Italia*, à Monfalcone. La *Sentinella d'Italia* est un petit périodique dont l'idéologie s'affiche sans détours : le n° du 31 décembre 1988 s'ouvre par une photo d'Hitler et de Mussolini, avec une légende évoquant le souvenir des « due piu grandi Uomini espressi dall'Europa... in questo secolo ». Une pensée émue est également adressée à « leur disciple bien-aimé » (« loro allievo prediletto ») : Léon Degrelle.

(18) « J'appelle « génocide », déclare Faurisson, « le fait de tuer des hommes en raison de leur race ». Comme Hitler n'a rien fait de semblable « le nombre des Juifs exterminés par les nazis (ou victimes du « génocide ») est heureusement égal à zéro » (dans S. THION, *Vérité historique ou vérité politique ?*, op.cit., p. 189 et 197).

Cette formule, je ne le cache pas, me paraît dangereuse, et je serais même tenté de dire absurde. Elle ne peut signifier en effet que deux choses :

- ou bien on se tait, on refuse de dire quoi que ce soit, et bien entendu cela paraît donner raison aux révisionnistes

- ou bien on objecte, on réfute, on combat leurs arguments, mais on refuse de le faire en leur présence, en leur donnant la parole, ce qui donne très nettement l'impression que l'on a peur de ce qu'ils pourraient répondre.

Que l'on adopte l'une ou l'autre tactique, et l'on contribue puissamment, me paraît-il, au succès du révisionnisme. On y contribue surtout, à mon sens, lorsque, comme cela s'est souvent entendu en France, ceux qui refusent tout débat déclarent que eux, historiens, ne peuvent accepter de discuter avec des hommes dont « aucun n'est historien de profession scientifiquement reconnu »⁽¹⁹⁾. Je le confesse, quand je lis une phrase pareille dans *Le Monde*, moi qui possède, je pense, tous les papiers et tous les titres requis pour être « scientifiquement reconnu », je suis exaspéré au point d'avoir envie de crier : Vive Faurisson ! Les certificats de compétence corporative n'ont à mon sens, dans une discussion scientifique, aucune espèce de valeur ; c'est l'équivalent de l'argument d'autorité, qu'il faut à tout prix éviter. Seule compte la valeur des arguments eux-mêmes, quelle que soit la qualification des hommes qui les présentent. De l'autre côté, d'ailleurs, on emploie des arguments de la même veine. On attaque M. Vidal-Naquet en disant que son nom ne figure pas dans la liste des historiens spécialisés en histoire moderne et contemporaine⁽²⁰⁾. M. Roques déclare que sa thèse a été jugée avec compétence par le jury de l'Université de Nantes, puisque les membres de ce jury étaient tous docteurs à thèse⁽²¹⁾. Tout cela me paraît parfaitement ridicule. Comme seule compte à mes yeux, je le disais il y a un instant, la valeur des arguments, je dirai donc très simplement que les arguments des révisionnistes me paraissent mauvais, et que je crois qu'ils écrivent une histoire exécration.

Une histoire exécration, pourquoi ? Pour trois raisons majeures.

1^o) D'abord parce que dans leur manière de travailler que je qualifiais de « parcellaire », et qui leur permet de choisir les points sur lesquels ils font porter leurs attaques, ils négligent complètement le contexte. Contexte idéologique en premier lieu. Hitler, avec son obsession, sa furie antisémite, Himmler, avec sa cruauté glacée, sont, dans le drame des Juifs, des personnages-clés ; dans le révisionnisme français, ils ne tiennent pratiquement aucune place. Aucune place non plus pour les grandes directives nazies, qui sont évidemment fondamentales. Quand Himmler écrit le 28 juillet 1942 au général SS Berger : « *Die besetzten Ostgebiete werden judenfrei. Die Durchführung dieses sehr schweren Befehls hat der Führer*

(19) J.P. RIOUX, *Les négateurs des chambres à gaz*, dans *Le Monde*, 22 septembre 1987.

(20) *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 1, p. 175.

(21) Lettre publiée dans *Le Monde*, 10 janvier 1988.

auf meine Schultern gelegt»⁽²²⁾, il s'agit là évidemment d'un texte-clé — et il y en a toute une série d'autres, de la plume de Himmler ou dans les discours de Himmler — qui pèse plus lourd que tout le reste. Ce contexte général, qui permet seul de comprendre ce qui s'est réellement passé, est, chez les révisionnistes français, presque complètement absent.

Ce qui est absent aussi, c'est le contexte constitué par des faits réellement capitaux. L'activité à l'Est des *Einsatzgruppen*, qui sont de véritables groupes d'extermination, qui ont liquidé notamment des dizaines de milliers de Juifs, est une activité sur laquelle existe une documentation abondante, précise, sûre; on a là le spectacle direct, incontestable, de l'extermination⁽²³⁾. Où sont les *Einsatzgruppen* dans la littérature révisionniste française? Nulle part. L'Euthanasie, la liquidation des malades mentaux, est de même elle aussi absente. Or là, nous mettons précisément le doigt sur une absence de contexte qui vicie complètement la thèse révisionniste. L'argument-massue de Faurisson, en effet — un argument qui fait souvent une forte impression —, est, on le sait, l'impossibilité physique du gazage. Il ne peut y avoir eu de chambres à gaz, soutient-il, puisque le gazage était techniquement impossible. Et Faurisson fonde notamment son argumentation sur la manière dont se font les exécutions de condamnés à mort aux Etats-Unis, en détaillant toutes les précautions qu'une exécution par le gaz exige, précautions qui étaient impensables, nous dit-il, dans un gazage en masse tel que celui qu'on prétend s'être déroulé dans les camps d'extermination. Faurisson examine donc de près ce qui se passe aux Etats-Unis, lit la littérature spécialisée, interroge des spécialistes américains. Mais il ne regarde pas ce qui s'est fait en Allemagne même, où l'exécution par le gaz de malades mentaux est un fait absolument sûr, attesté par une documentation irréprochable (dans laquelle les Juifs, soit dit en passant, n'ont rien à voir, puisqu'il s'agit de victimes allemandes)⁽²⁴⁾. Il n'est pas non plus question que, pour faire reconnaître les gazages, on ait soumis le moindre témoin à la moindre torture, puisque l'Euthanasie est restée complètement impunie. Le gazage est là, sous nos yeux, dans l'Euthanasie; c'est donc la preuve qu'il était techniquement possible. L'on sait d'ailleurs, et une fois encore par des textes absolument sûrs, par la correspondance des autorités allemandes, que l'expérience acquise lors des gazages de l'Euthanasie a été utilisée pour les opérations menées contre les Juifs⁽²⁵⁾.

2°) Seconde raison: c'est que, chez les révisionnistes, l'interprétation des textes est souvent, très souvent — je ne dis pas toujours — absolument

(22) Dans *Reichsführer!... Briefe an und von Himmler*, publ.p. H. HEIBER, Munich, 1970, p. 167. Voir aussi G. FLEMING, *Hitler und die Endlösung*, Wiesbaden, 1982, p. 126.

(23) Sur les exécutions de Juifs par les *Einsatzgruppen*, voir en dernier lieu A. STREIM, *The Tasks of the SS Einsatzgruppen*, dans *Simon Wiesenthal Center Annual*, vol.4, 1987, p. 309 et sv.

(24) La bibliographie du sujet est très considérable. On la trouvera rassemblée dans G. KOCH, *Euthanasie, Sterbehilfe. Eine dokumentierte Bibliographie* (Erlangen, 1984), qui doit être complété par les travaux cités dans H.W. SCHMULHL, *Rassenhygiene, Nationalsozialismus, Euthanasie*, Göttingen, 1987. Les travaux classiques sont avant tout ceux de E. KLEE.

(25) Cf. notamment H.W. SCHMULHL, *op.cit.*, p. 240 et sv.

intenable. L'exemple le plus remarquable à cet égard est celui du journal du Dr Kremer, où Kremer note ce qu'il a vécu à Auschwitz en 1942. C'est un témoignage direct sur ce j'appellerais la marche des Juifs à l'extermination (« En comparaison », écrit Kremer, « l'Enfer de Dante m'apparaît presque comme une comédie »). Face à ce texte où, à tout prix, il refuse de voir ce qui s'y trouve, Faurisson se livre à ce qu'il faut bien appeler des acrobaties insensées. Je renvoie sur ce point à ce qu'a écrit M. Vidal-Naquet, et à quoi je souscris sans aucune réserve (26). La démonstration que fait M. Vidal-Naquet de l'absurdité de l'interprétation de M. Faurisson, me paraît à la fois impeccable et décisive.

3°) Troisième point enfin, et ce n'est pas le moins important : les raisonnements des révisionnistes sont dans beaucoup de cas parfaitement absurdes. Je prendrai à cet égard trois exemples, qui sont tous les trois des exemples majeurs :

- la manière de raisonner de M. Roques dans sa thèse. Cette thèse porte, on le sait, sur le témoignage de Gerstein, un SS qui déclare avoir assisté à un gazage, et qui le décrit (27). Le témoignage de Gerstein est évidemment un témoignage-clé. M. Roques édite et compare avec le plus grand soin les différentes versions de ce que l'on a appelé la « confession » de Gerstein, c'est-à-dire les différents récits qu'il a faits successivement. Ce travail d'édition de textes et de comparaison est un travail extrêmement soigneux et méritoire, et ceux qui ont dit ou écrit que la thèse de Roques était « nulle » — c'est un adjectif qui a été souvent employé, une thèse nulle — se sont laissé emporter par une passion inconsidérée. Mais quelles sont les conclusions de M. Roques ? Il relève des différences, des contradictions même parfois entre les versions successives du témoignage Gerstein, il y relève aussi des affirmations impossibles à admettre, comme par exemple sur le nombre de victimes que l'on pouvait faire entrer dans une chambre à gaz. Sa conclusion : le témoignage ne vaut rien. C'est le type même du raisonnement faux, marqué par l'esprit de géométrie dans ce qu'il a de plus simpliste. À ce compte, comme les chroniqueurs du moyen âge nous décrivent des batailles en citant, pour le nombre des combattants, des chiffres tout à fait invraisemblables, on pourrait en conclure que leurs récits sont à rejeter et qu'il n'y a pas eu de batailles au moyen âge (28).

(26) Voir *Les assassins de la mémoire*, op.cit., p. 66 et sv. et 150 et sv.

(27) H. ROQUES, *Les « Confessions » de Kurt Gerstein. Etude comparative des différentes versions*, Doctorat d'Université, 1985, 2 vol. Texte reproduit dans A. CHELAIN, *Faut-il fusiller Henri Roques ?*, Paris, 1986.

(28) Le même esprit de géométrie, avec les mêmes résultats tranchants, mais qui ne tiennent pas compte de la réalité humaine, se trouve également chez M. Faurisson lorsqu'il se livre à la critique du Journal d'Anne Frank. On sait que, en se fondant sur ce qui lui paraissait, en raison raisonnée, une série d'invéraisemblances, M. Faurisson a conclu à l'inauthenticité du journal, dans lequel il ne voit, pour sa part, qu'une « simple supercherie littéraire » (cf. S. THION, *Vérité historique ou vérité politique ?*, op.cit., p. 285). Toutes ces objections — dont certaines étaient d'ailleurs basées sur une lecture incomplète du texte — se révèlent aujourd'hui sans valeur, puisque l'authenticité du journal a été démontrée par un examen d'une rigueur scientifique impeccable (cf. *De Dagboeken van Anne Frank*, avec introd. p. H. PAAPE, G. VAN DER STROOM et D. BARNOUW, Amsterdam, 1986; voir spécialement p. 111-113 pour les objections de Faurisson).

Le meilleur jugement, à mon sens, qui ait été porté sur la thèse de M. Roques, un jugement parfaitement équilibré, est celui d'Alain Decaux, dans une lettre publiée dans *Le Matin* de septembre 1986. Alain Decaux écrit qu'il trouve le travail de M. Roques « remarquable ». Mais il ajoute : « La différence entre M. Roques et moi — elle est de taille —, c'est que M. Roques estime que les erreurs et les invraisemblances qu'il décèle dans le témoignage de Gerstein doivent conduire à dénier toute valeur à l'ensemble de ses récits. Je pense, moi, que Gerstein, rendu psychologiquement fragile par les épreuves traversées, a réellement vécu ce qu'il raconte. Bref, malgré les invraisemblances et les erreurs dues au désarroi du rédacteur, les textes de Gerstein demeurent un témoignage de premier ordre »⁽²⁹⁾. Cela me paraît tout à fait bien pensé et bien dit.

La discussion autour de la valeur du témoignage de Gerstein ne se limite pas, il faut le noter, aux fameuses « confessions » qui datent d'immédiatement après la défaite de l'Allemagne. Il y a aussi le fait que Gerstein a parlé déjà durant la guerre, qu'il a fait des confidences à un diplomate suédois en Allemagne. C'est un élément que M. Roques, de propos délibéré, et il le dit, laisse en dehors de son champ d'examen, puisqu'il se limite aux « confessions »⁽³⁰⁾. Mais il faut expliquer cette confiance faite au diplomate suédois. On trouvera une tentative d'explication dans le n° 1 des *Annales d'Histoire révisionniste*, qui nous présente l'hypothèse que Gerstein était un agent provocateur nazi essayant, au nom des nazis, de nouer des liens avec le sionisme international⁽³¹⁾. Le texte est trop long pour être cité intégralement : disons simplement qu'il faut, pour écrire une chose pareille, avoir l'esprit complètement tordu.

- Deuxième exemple de raisonnement tordu. Il y a eu autour des chambres à gaz beaucoup d'affabulation. On a notamment des descriptions de témoins qui se disent oculaires qui décrivent des chambres à gaz dans

(29) *Le Matin*, 13 septembre 1986. On notera que, dans un premier temps, M. Georges Wellers lui-même, tout en critiquant vivement M. Roques, avait trouvé à sa thèse un certain intérêt (cf. G. WELLERS, *A propos d'une thèse de doctorat « explosive » sur le « Rapport Gerstein »*, dans *Le Monde Juif*, janvier-mars 1986, article reproduit dans le volume *Mémoire du Génocide*, Paris, 1987, p. 585 et sv.).

(30) Voir sa thèse, 2e vol., p. 266, et A. CHELAIN, *Faut-il fusiller Henri Roques ?*, op.cit., même page. Sur les confidences faites par Gerstein au diplomate suédois von Otter, cfr. notamment L. POLIAKOV, *Le Dossier Kurt Gerstein*, dans *Le Monde Juif*, janvier-mars 1964, p. 13-14; S. FRIEDLÄNDER, *Kurt Gerstein ou l'ambiguïté du bien*, Tournai, 1967, p. 114-117; W. LAQUEUR, *The Terrible Secret. Suppression of the Truth about Hitler's « Final Solution »*, Londres, 1980, p. 48-49 et 87; C. MATTOGNO, *Il Rapporto Gerstein. Anatomia di un falso*, Monfalcone, 1985, p. 87-97. — M. Roques, après avoir lu une transcription de ma communication, a bien voulu me communiquer les épreuves d'un appendice qu'il compte joindre à une prochaine réédition de sa thèse, et qui est précisément consacré aux contacts Gerstein-von Otter. Les considérations critiques qu'il développe dans ce texte ne me paraissent pas ébranler la valeur fondamentale des faits.

(31) *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 1, p. 179-180.

des camps où l'on sait pertinemment qu'il n'en a pas existé⁽³²⁾. C'est le mérite incontestable de Rassinier d'abord, de Faurisson ensuite d'avoir dénoncé ces affabulations. Mais le raisonnement de Faurisson, dès lors, est le suivant : puisqu'il y a des témoins pour décrire des chambres à gaz là où elles n'ont certainement pas existé, pourquoi ajouter foi aux témoignages relatifs aux chambres à gaz dans d'autres camps, où l'on prétend qu'il y en a eu ?⁽³³⁾ C'est un raisonnement tordu. J'ai dit tout à l'heure l'admiration que j'éprouvais pour l'ouvrage de Norton Cru, *Témoins*. Norton Cru dénonce admirablement les affabulations relatives à la Première Guerre Mondiale, et notamment ce qui a été souvent écrit sur les horreurs des champs de bataille, sur les monceaux de cadavres, les flots de sang, etc. Peut-on en déduire que ce qui a été écrit sur les horreurs de Verdun ne mérite aucune créance ? Dire : puisqu'il y a de mauvais témoins, je ne crois plus personne, est parfaitement saugrenu.

- Troisième exemple, et sans doute le plus fort de tous : puisqu'il n'y a pas eu de chambres à gaz, dit M. Faurisson, il n'y a pas eu de génocide, il n'y a eu aucune tentative d'élimination systématique des Juifs. Sa négation du génocide est fondée presque exclusivement sur sa pseudo-démonstration de l'inexistence des chambres à gaz. Il n'aborde pas la question du génocide en tant que tel. Il déclare que puisque l'arme n'a pas existé, le crime non plus n'a pas existé. Messieurs, dit l'avocat, mon client est accusé d'avoir assassiné toute sa famille. Je ne m'occupe pas de savoir si ces malheureux sont morts ou non. Je prétends simplement que le revolver avec lequel on déclare que le crime a été commis n'a pas été utilisé. Donc mon client est innocent ! Ceci est peut-être une caricature, mais à peine.

Toutes ces raisons accumulées — oubli systématique du contexte et des éléments écrasants présents dans le contexte, interprétations intenable, confinant parfois à l'absurde, de certains témoignages, erreurs fondamentales de raisonnement — tout cela accumulé fait que les révisionnistes écrivent une histoire fausse.

(32) Un cas frappant — et émouvant, car l'intéressé a fait lui-même son examen de conscience — est celui de l'éminent médiéviste français Michel de Botiard, qui avait été déporté pendant la guerre à Mauthausen. Dans une monographie consacrée à Mauthausen, publiée en 1964, il avait parlé avec précision de la « chambre à gaz » du camp (cf. M. DE BOÛARD, *Mauthausen*, dans la *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, n° 15-16, 1964, p. 58 et 65) et évoqué les exécutions par le gaz (*ibid.*, p. 40). Une réflexion sur lui-même le mène aujourd'hui à conclure que ce qu'il avait écrit était fondé sur ce qu'il avait appris après la guerre, et non sur ce qu'il avait vu et vécu au camp même (voir son interview publiée dans *Quest-France*, 2-3 août 1986, et reproduite en annexe de l'article de M. COINTET et R. RIEMENSCHNEIDER, *Histoire, déontologie, médias : à propos de l'affaire Roques*, dans la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1987, p. 182-184).

(33) Cf. spécialement R. FAURISSON, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'Histoire. La question des chambres à gaz*, Paris, 1980, p. 181-222, et du même, *Réponse à Pierre Vidal-Naquet*, 2e éd., Paris, 1982, p. 61-64.

Mais comment, néanmoins, ont-ils pu impressionner bon nombre de gens ? Quand on parle autour de soi, en Belgique comme en France, on se rend compte en effet qu'il y a beaucoup de gens qui sont troublés, qui ont l'impression que les révisionnistes ont mis à jour des vérités que l'on voulait tenir sous le boisseau. Le phénomène, ici, n'est plus ni d'extrême-gauche, ni d'extrême-droite : ceux chez qui on décèle ce trouble se situent souvent à des endroits très divers de l'éventail politique.

Je crois que l'explication se trouve en bonne partie dans le fait que, en France, la réaction au révisionnisme n'a pas été ce qu'elle aurait pu être et ce qu'elle aurait dû être. Je qualifierais cette réaction en disant qu'elle a été scientifiquement faible, qu'elle a été à beaucoup d'égards extrêmement maladroite, et qu'elle a été marquée par une méconnaissance foncière du cas Faurisson. Le jugement est dur, et il faut donc que je m'explique.

Réaction scientifiquement faible. La France manque en effet, dans les matières qu'aborde Faurisson, de spécialistes rigoureux. Des hommes comme Léon Poliakov ou comme Georges Wellers sont des hommes hautement estimables, dont l'oeuvre (et je pense tout particulièrement à l'oeuvre de Poliakov) inspire le respect, mais ce ne sont pas, il faut bien le dire, des savants rigoureux. Il y a une réelle rigueur d'esprit, par contre, chez M. Vidal-Naquet, mais M. Vidal-Naquet n'a pas eu la possibilité de sortir de son champ d'études habituel pour aborder de manière approfondie tous les aspects d'un problème complexe. Lui-même dit d'ailleurs, dans une interview, qu'il a pris la plume parce que les spécialistes ne le faisaient pas. « Les historiens », déclare-t-il (et il vise par là les historiens français) « n'ont pas fait leur boulot »⁽³⁴⁾. Les grandes réunions scientifiques organisées à la suite de l'affaire Faurisson ou de l'affaire Roques, et qui ressemblaient par certains côtés plutôt à des cérémonies expiatoires, n'ont pas donné de la recherche française, dans ce domaine, une très haute idée. Ce qu'il y a de paradoxal, de tout à fait paradoxal même, c'est qu'en fait de rigueur, ce qu'il y a encore de mieux, en France, c'est la thèse de Roques. Mais la rigueur, je l'ai dit, débouche là sur des conclusions qui sont inopérantes.

On a, en France, beaucoup plus entendu les journalistes et — lors des procès — les avocats, que des historiens analysant calmement les pièces du dossier. Les compilations rapides des uns, ou les tirades plus ou moins éloquentes des autres, n'ont pas été un substitut au travail historique⁽³⁵⁾.

(34) Interview publiée dans *Zéro*, avril 1987.

(35) Voici par exemple une tirade d'un avocat fort connu et qui, pour un historien, rend un son étrange. Il écrit, à propos du procès Barbie : « Est-il nécessaire de rappeler que, jour après jour et pendant deux mois, à Lyon, en l'absence de l'accusé qui a refusé de les entendre, des témoins sont venus dire sous la foi du serment ce qu'a été l'extermination, que les chambres à gaz ont existé (souligné par l'auteur du texte); que ces témoins ont été filmés, que leurs dépositions ont été enregistrées, que la preuve testimoniale est une preuve; que cette preuve-là s'ajoute à tous les autres éléments réunis depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et qu'elle se trouve sous scellés aux Archives nationales ? » (Ch. LIBMAN, *Pour confondre les « révisionnistes » avant l'an 2038*, dans *Le Monde*, 8 juin 1988).

Réactions, d'autre part, souvent d'une maladresse insigne. La chose qu'il fallait éviter à tout prix, c'était de créer l'impression qu'il y avait, face au révisionnisme, une histoire officielle à faire respecter, et qu'il y avait un tabou auquel on ne pouvait pas toucher. Or on semble avoir pris un malin plaisir à faire tout ce qu'il fallait pour créer cette double impression. Cela est évidemment désastreux, car les jeunes, en particulier, se méfient de l'histoire officielle — ce en quoi ils ont parfaitement raison —, et ils n'aiment pas les tabous. On a donné là au révisionnisme un atout majeur.

Qu'a-t-on fait ? On a fait signer par les gloires de l'école historique française un manifeste dans lequel ils affirmaient solennellement que les chambres à gaz avaient bien existé (alors que la très grosse majorité des signataires de ce texte n'avaient jamais étudié le problème) ⁽³⁶⁾ : quoi de mieux pour donner le sentiment qu'il existe une histoire officielle, cautionnée par les grands noms de l'establishment historique ? Puis il y a eu les procès intentés à Faurisson, et ces procès compliqués, à rebondissements multiples, en dehors de leur effet publicitaire pour celui qui était poursuivi, ont donné à penser aussi à beaucoup que l'on faisait intervenir la justice pour empêcher la diffusion d'opinions dissidentes ⁽³⁷⁾.

(36) *La politique hitlérienne d'extermination : une déclaration d'historiens*, dans *Le Monde*, 21 février 1979. L'initiative de cette déclaration est venue de M. Vidal-Naquet, principal auteur, avec Léon Poliakov, du texte lui-même : cf. P. VIDAL-NAQUET, *Une perversion intellectuelle. Entretien avec Daniel Dobbels et Michel Surya*, dans *Lignes*, n° 2, février 1988, p. 89.

(37) Les deux procès qui ont fait le plus de bruit sont ceux qui ont été intentés à Faurisson par la LICRA, le MRAP et d'autres associations, d'une part pour lésion de leurs intérêts moraux — c'était en fait le grand procès pour « falsification de l'histoire » — et d'autre part pour diffamation raciale et incitation à la haine raciale. Dans ce second cas, c'étaient les fameux « 60 mots » prononcés par Faurisson au micro d'*Europe 1* qui étaient en cause. Le premier procès a été plaidé en juin 1981 (voir *Le Monde*, 3, 4 et 18 juin 1981) et le jugement a été rendu le 8 juillet 1981. On trouvera le texte de ce jugement publié dans J.G. COHN-BENDIT, E. DELCROIX, Cl. KARNOOUIH et a., *Intolérable intolérance*, Paris, 1981, p. 175-191 (avec la date erronée du 1er juillet), par extrait, comme Publication judiciaire, dans *Le Monde* du 18 juillet 1981 (avec une omission qui est rectifiée dans *Le Monde* du 23 juillet), et par extrait également dans le *Recueil Dalloz, Juriprudence*, 3 février 1982, p. 59-61. On notera que les coupures opérées dans la publication par le *Recueil Dalloz* ont été jugées dommageables par M. Faurisson et que les tribunaux lui ont donné raison (voir ci-dessous). M. Faurisson ayant été en appel du jugement du 8 juillet 1981, l'appel a été plaidé en décembre 1982 et février 1983 (*Le Monde*, 17 février 1983), et l'arrêt, confirmant la condamnation de première instance, a été rendu le 26 avril 1983 (texte publ. dans J. AITKEN, *Épilogue judiciaire de l'affaire Faurisson*, Paris, 1983, p. 5-15, et par extrait, comme Publication judiciaire, dans *Le Monde*, 13 septembre 1988 — plus de cinq ans donc après la date de l'arrêt). Le procès pour diffamation raciale et incitation à la haine raciale s'est déroulé en juin 1981 (voir *Le Monde*, 30 juin 1981, ainsi que la correspondance publiée le 16 juillet 1981) et la condamnation a été prononcée le 3 juillet (*Le Monde*, 5 juillet 1981). Cette condamnation a été confirmée en appel le 23 juin 1982, la Cour ne retenant cependant que le délit de diffamation raciale (*Le Monde*, 26 juin 1982), et le pourvoi en cassation de M. Faurisson a été rejeté le 28 juin 1983 (*Le Monde*, 30 juin 1983). L'arrêt du 28 juin 1983 est publié dans le *Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation, Chambre criminelle*, 1983, p. 518-523. À noter aussi le procès en diffamation intenté à Faurisson par Léon Poliakov, plaidé en mai 1981 (*Le Monde*, 31 mai 1981), avec jugement de condamnation le 3 juillet 1981 (*Le Monde*, 5 juillet 1981) et arrêt confirmatif le 16 décembre 1981 (voir *Mémoire du Génocide*, op.cit., p. 610). Ces différents jugements et arrêts ont donné lieu à d'abondants commentaires. On en retiendra surtout, comme études

Dans un cas au moins d'ailleurs, il faut le noter, un de ces procès a abouti à la définition quasi-officielle de la notion de tabou. Dans le jugement du 8 juillet 1981 du Tribunal de Grande Instance de Paris, on lit : « Attendu que, s'il est admissible que l'historien spécialiste d'une époque largement révolue peut, en toute impunité juridique, manier, voire solliciter textes et documents et contribuer ainsi, par un exercice de virtuosité historique, au renversement de statues ou à l'éradication de thèses ou croyances séculaires, un tel « jeu intellectuel » ne saurait se concevoir chez l'historien qui choisit de porter ses recherches et ses réflexions sur une période récente de l'Histoire douloureuse et tragique des hommes, sur une époque dont les témoins encore vivants et meurtris méritent égards et considération »⁽³⁸⁾. Ce texte, sans aucun doute, est noblement pensé, il a égard à la sensibilité des victimes (un égard que l'on ne rencontre jamais chez Faurisson), mais il n'en reste pas moins qu'il définit ce que de mauvais esprits peuvent légitimement considérer comme un tabou. L'historien peut impunément prétendre que Jeanne d'Arc était un travesti, ou que Jésus-Christ, étant donné son amour pour les apôtres, devait être un homosexuel, mais quand il s'agit de l'histoire récente, il ne peut pas se livrer à ce que l'on pourrait regarder comme un « jeu intellectuel ». Les « statues », quand il s'agit de l'histoire récente, doivent rester debout. Certes, cette partie du jugement a été réformée en appel — la Cour d'Appel, en 1983, a dans son arrêt « rejeté l'idée d'une sorte de délai de rigueur » pendant lequel l'historien serait moins libre qu'il ne l'est à propos de périodes plus anciennes⁽³⁹⁾ —, mais ce qu'avait dit le tribunal, en

juridiques, la note sous jugement de B. EDELMAN, dans le *Recueil Dalloz, Jurisprudence*, 3 février 1982, p. 61-64; Jean-Denis BREDIN, *Le droit, le juge et l'historien*, dans *Le Débat*, novembre 1984, p. 100-103, et les remarquables considérations de Georges KIEJMAN, *L'histoire devant ses juges*, dans le même n° du *Débat*, p. 120-122. Une discussion de caractère plus général, et d'un grand intérêt, menée par Gitta SERENY et Noam CHOMSKY dans les colonnes du *New Statesman* (n°s des 17 juillet, 14 août et 11 septembre 1981). Du côté révisionniste, citons : F. MONTEIL, dans *Intolérable intolérance*, *op.cit.*, p. 139 et sv.; J. AITKEN, *Epilogue judiciaire de l'affaire Faurisson*, *op.cit.*; P. GUILLAUME, *Droit et histoire*, *op.cit.*, p. 27 et sv.; et de Faurisson lui-même, ses commentaires dans les *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 3, Automne-Hiver 1987, p. 194-197. — Ce que l'on a trop peu noté, c'est que M. Faurisson lui-même aime les procès. Il en a intenté, à ma connaissance, au moins cinq : deux procès à des journaux pour refus d'insertion d'un droit de réponse (cf. S. QUADRUPPANI, *Catalogue du prêt à penser français depuis 1968*, Paris, 1983, p. 319-321), un procès en diffamation contre Jean Pierre-Bloch, qui a été plaidé successivement en première instance et en appel (cf. *Robert Faurisson c/ Jean Pierre-Bloch*, dans *Le Monde Juif*, janvier-mars 1985, p. 25-29), un procès pour diffamation intenté au *Matin* (S. QUADRUPPANI, *op.cit.*, p. 319-320, et S. THION, *Vérité historique ou vérité politique ?*, *op.cit.*, p. 100-102), et une action contre le *Recueil Dalloz* pour publication incomplète du jugement du 8 juillet 1981 (cf. *Recueil Dalloz? Jurisprudence*, 1985, p. 375-376). M. Faurisson a perdu les trois premiers procès, il a gagné les deux autres.

(38) Jugement du 8 juillet 1981, cité à la note précédente.

(39) Arrêt du 26 avril 1983, cité à la note 37.

1981, était bien propre à créer le type d'impression qu'il fallait à tout prix éviter (40).

Le même effet a été produit par les différentes mesures prises par les autorités contre les révisionnistes. Tout ce qui ressemble en effet, de près ou de loin, à ce que certains considèrent comme de la persécution, ne fait que renforcer l'idée que l'autorité veut imposer par tous les moyens une vérité officielle. L'annulation du titre doctoral accordé à Henri Roques en est un très bel exemple. Juridiquement, il est très vraisemblable que cette annulation était justifiée. Les tribunaux indépendants en ont jugé ainsi (41). Mais quand on invoque comme motifs de l'annulation des vices de procédure, tous ceux qui connaissent la vie universitaire française sont d'accord pour dire que, à rigueur égale, le nombre de doctorats à annuler aurait dû être vraiment considérable !

Tout ceci débouche, notamment chez certains jeunes, sur les réactions qu'un professeur de la région lyonnaise a rencontrées, à son grand effarement, chez des élèves de sa classe de 4e, et qu'elle a communiquées au *Monde* (42). Ces élèves considéraient qu'on leur dictait d'autorité ce qu'il fallait penser. Leurs propos : « On nous dit que la vérité est établie sur ce problème, qu'il ne faut pas y réfléchir. On propose d'ériger en délit un certain type d'opinion. Une revue a été interdite à la parution » (ce sont les mesures prises contre le n° 1 des *Annales d'Histoire révisionniste*) (43). C'est bien là, je le répète, le résultat de ce qu'il ne fallait pas faire.

(40) On sait d'ailleurs que le principe même des poursuites judiciaires, dans des matières d'histoire, a été contesté par des hommes comme Pierre Vidal-Naquet, Raymond Aron ou François Furet (cf. l'enregistrement de propos tenus par Aron et Furet le 2 juillet 1982 — « Je suis contre les procès de cet ordre », dit Aron. « Je trouve ça absurde », renchérit Furet; dans R. FAURISSON, *Réponse à Pierre Vidal-Naquet*, op.cit., p. 90-91). Mme Gil Seidel, dans son *Holocaust Denial*, écrit à propos du procès intenté à Faurisson pour sa manière de présenter l'histoire : « I agree wholeheartedly with Vidal-Naquet and others that it was an aberration » (G. SEIDEL, *The Holocaust Denial. Antisemitism, Racism and the New Right*, Leeds, 1986, p. 111).

(41) L'annulation par l'administrateur provisoire de l'Université de Nantes, en date du 3 juillet 1986 (cf. fac-similé dans A. CHELAIN, *Faut-il fusiller Henri Roques ?*, op.cit. in fine, p. XVIII) a été confirmée par le tribunal administratif de Nantes le 18 janvier 1988 (*Le Monde*, 19 janvier 1988). M. Roques a annoncé qu'il allait se pourvoir devant le Conseil d'Etat (*Le Monde*, 20 janvier 1988).

(42) *Le Monde*, 15 octobre 1987.

(43) Ce numéro, paru en mai 1987, a été, par ordonnance de référé, interdit à la vente dans les lieux publics, et les exemplaires détenus par les messageries de presse ont été placés sous séquestre (cf. *Le Monde*, 12, 14, 16 et 27 mai 1987, et *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 2, Été 1987, p. 145 et sv.). Cette réaction s'explique largement, sinon sur le terrain du droit, du moins sur celui de la sensibilité, par les circonstances du moment : le numéro était mis en vente dans les kiosques à la veille de l'ouverture, à Lyon, du procès Barbie. On a vu là une provocation.

J'ajouterai, toujours au chapitre des maladroites, que la manière évidemment très injurieuse dont a été souvent traité M. Faurisson, a contribué, par réaction, à lui attirer certaines sympathies (44). Je m'abstiens ici de tout jugement moral, je me borne à constater les faits. Un fait, en tout cas, saute aux yeux : c'est que le cas de M. Faurisson permet de magnifiques variations sur le thème des «deux poids, deux mesures». Plusieurs termes de comparaison viennent à l'esprit, mais celui qui a mes faveurs est la comparaison avec Bernard-Henri Lévy. J'ai dit ce que je pensais des erreurs — au sens large — et des interprétations parfois extravagantes de M. Faurisson, mais en matière d'erreurs et d'extravagances, Bernard-Henri Lévy, dans ses oeuvres, a plusieurs longueurs d'avance sur lui (45). Sans doute les multiples déformations de la vérité, chez Bernard-Henri Lévy, ont-elles été dénoncées — et il faut dire notamment au grand honneur de M. Vidal-Naquet qu'il a été aussi dur pour Bernard-Henri Lévy que pour M. Faurisson (46) —, mais malgré tout, il demeure entouré d'une considération qui a été entièrement retirée à M. Faurisson. Même si M. Faurisson écrivait la Chartreuse de Parme, l'imagine-t-on un instant invité chez Bernard Pivot ? La différence est que Bernard-Henri Lévy attaque les «mauvais», les fascistes. Mais du point de vue de l'histoire — et chez Bernard-Henri Lévy comme chez Faurisson, c'est du passé qu'il s'agit, donc de l'histoire —, il est évident que ce n'est pas la qualité de la cible qui compte, mais uniquement la question de savoir si les armes dont on se sert pour atteindre la cible sont, oui ou non, des armées truquées.

Enfin, je disais que la réaction, en France, a été marquée par une grave méconnaissance, à mon sens, de la nature même du cas Faurisson. On a caractérisé Faurisson, ou disons mieux on l'a dénoncé, en le montrant du doigt comme un individu malhonnête et comme un falsificateur. Je crois pour ma part que cette mise en accusation passe à côté de la réalité, et à côté de ce qui est essentiel.

(44) C'est ainsi que le dessinateur Konk, lorsqu'il a publié un album avec des dessins révisionnistes — et Konk n'est pas un homme d'extrême-droite, il est plutôt, d'esprit, un anarchiste — a déclaré : «Les révisionnistes sont persécutés et je suis toujours du côté des persécutés... On s'en prend aux gens. C'est l'inquisition!» (interview publiée dans *Libération*, 8 août 1986). Lui-même trouvait «haineuses» les réactions que son album avait suscitées (*ibid.*).

(45) Voir notamment S. QUADRUPPANI, *Catalogue du prêt à penser français*, op.cit., p. 125 à 135. *Le Testament de Dieu* (1979) avait valu à Bernard-Henri Lévy une volée de bois vert de M. Vidal-Naquet (voir ci-après la note 46). Avec *L'Idéologie française*, en 1981, c'est une récidive, et une récidive beaucoup plus grave encore : on peut aligner à cet égard les jugements de Raymond Aron (dans *L'Express*, 7 février 1981), de Jacques Julliard (dans le *Nouvel Observateur*, 30 mars 1981; réponse de Bernard-Henri Lévy, *ibid.*, 6 avril 1981), de Paul Thibaud (dans *Esprit*, mai 1981), d'Emmanuel Le Roy Ladurie (dans *Le Débat*, juin 1981), de Pierre Nora (*ibid.*), d'Henry Rousso dans *Le syndrome de Vichy*, Paris, 1987, p. 189-194. L'exécution la plus terrible est celle de Denis de Rougemont, *Un falsificateur vu de près*, dans *Cadmos*, Genève, Été 1981, p. 70-86.

(46) Ses critiques ont été publiées partiellement dans le *Nouvel Observateur*, 18 et 25 juin 1979 (avec chaque fois une réponse de Bernard-Henri Lévy), et de manière complète dans les *Quaderni di Storia*, janvier-juin 1980, p. 315 et sv.

Est-ce un homme malhonnête — entendons par là un homme qui, délibérément, dit le contraire de ce qu'il sait être la vérité ? Avant de répondre par l'affirmative à une question aussi grave, il faut des preuves, et pour ma part, je n'en découvre pas. Il y a au contraire parfois chez Faurisson des énormités qui se concilient mal, à mon sens, avec l'idée que l'on peut se faire de la malhonnêteté, avec ce que cette dernière implique normalement de rouerie. Quand Faurisson déclare que « Hitler était antijuif et raciste » (ce qui paraît d'une vérité élémentaire), mais qu'il ajoute : « Personnellement, je connais mal Hitler et il ne m'intéresse pas plus que Napoléon Bonaparte » (47), il profère ce que l'on est bien forcé d'appeler une énormité : car que penser d'un spécialiste de la question du sort des Juifs pendant la guerre qui déclare froidement qu'Hitler ne l'intéresse pas, et qu'il le connaît mal ! C'est énorme — mais c'est tellement énorme que cela se concilie mal avec l'idée de malhonnêteté (48).

On le dénonce aussi comme un falsificateur. « Falsificateur », entendons-nous, car le mot peut avoir deux sens. Il peut servir à flétrir un homme qui falsifie les documents — et quand on a lu soigneusement tout ce que Faurisson a écrit, il n'y a rien qui permette d'affirmer qu'il l'ait jamais fait. Mais on peut traiter aussi de falsificateur de l'histoire celui qui écrit une histoire que l'on considère comme fausse, comme falsifiée. Dans ce cas, il s'agit non plus d'un délit mais d'un défaut. J'ai dit pourquoi, à mon sens, Faurisson en était effectivement affligé, mais avec ce défaut-là, il n'est, il faut bien le dire, que le petit soldat d'une immense armée — et d'une armée qui compte un nombre considérable d'historiens bardés de diplômes universitaires. Chacun voit d'ailleurs la composition de cette armée d'une manière différente, puisque tout historien a une tendance invincible à y ranger ceux qui comprennent le passé autrement que lui.

Mon analyse du cas psychologique de M. Faurisson est très différente. Il appartient à mon sens à une catégorie clinique bien caractérisée, et qui est beaucoup plus nombreuse qu'on ne le pense : il appartient à la catégorie des savants fous.

J'appelle un savant fou un savant qui, quelle que soit sa science, a une fêlure, qui manque du sens commun. Chez M. Faurisson, selon mon diagnostic personnel, la fêlure se manifeste par deux traits : d'une part par un délire interprétatif, et d'autre part par une forme de folie obsessionnelle, c'est-à-dire d'idée fixe.

(47) Dans S. THION, *Vérité historique ou vérité politique ?*, op.cit., p. 187.

(48) Pour expliquer et comprendre ce que sont, chez M. Faurisson, ces oeillères, on citera la manière dont il se caractérise lui-même. Dans une lettre adressée le 15 janvier 1981 à un correspondant qui le pressait d'élargir ses horizons, il écrit : « Je me sens incapable d'entreprendre une critique plus exhaustive de l'histoire du nazisme et de la seconde guerre mondiale. Je ne suis pas un aigle, mais une petite fourmi qui ne se sent à l'aise que dans la vétille » (dans *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 4, Printemps 1988, p. 181).

L'idée fixe est ce qu'il y a de plus évident. Elle habite M. Faurisson, et il faudrait un exorciste pour la faire sortir de son esprit. Il n'y a pas eu de chambres à gaz : quoi que l'on puisse dire à M. Faurisson, il reviendra toujours à cette conclusion. Madame Gitta Sereny, qui est l'auteur du beau livre *Au fond des ténèbres* (*Into that Darkness*), fondé notamment sur ses entretiens avec Stangl, le commandant de Treblinka, a raconté qu'elle avait reçu un long coup de téléphone de Faurisson, qui demandait à la voir, et qui lui expliquait que l'art avec lequel elle avait composé son ouvrage (« *the artistry* ») apportait à son sens la preuve décisive que les chambres à gaz n'avaient pas existé. Il y a là, soulignait Mme Sereny, un mécanisme psychologique fascinant⁽⁴⁹⁾. L'idée fixe est en effet un phénomène psychologique extraordinaire. Sa capacité à obnubiler le sens critique est presque sans limites⁽⁵⁰⁾.

(49) G. SERENY, *The men who whitewash Hitler*, dans le *New Statesman*, 2 novembre 1979, p. 673.

(50) On en a eu encore une preuve tout récemment dans l'affaire du procès Zündel et de l'expertise Leuchter. M. Faurisson, qui assistait Ernst Zündel lors de son procès, au début de 1988, à Toronto (voir ci-dessus note 3), eut l'occasion de rencontrer un ingénieur américain qui s'était occupé des systèmes d'exécution capitale aux Etats-Unis, Fred A. Leuchter. Il le recruta comme expert de la défense. Leuchter partit pour la Pologne, accompagné d'une secrétaire, d'un dessinateur, d'un vidéocameraman et d'un interprète, le 28 février 1988. Il y demeura moins d'une semaine puisqu'il était déjà revenu aux Etats-Unis le 3 mars. Au cours de ce bref séjour, il visita trois camps : Auschwitz, Birkenau et Majdanek. Cette inspection fut complétée par l'analyse chimique, aux Etats-Unis, d'échantillons prélevés dans les bâtiments et les ruines de bâtiments qu'il avait visités. Fred Leuchter, qui concluait à l'inexistence des chambres à gaz, déposa au procès de Toronto les 20 et 21 avril 1988. Ce fut pour M. Faurisson une heure inoubliable. « Ces deux jours-là », écrit-il, « j'ai assisté à la mort en direct du mythe des chambres à gaz ». On voyait « enfin se déchirer le voile de la grande imposture » (*Robert Faurisson témoigne*, dans *Rivarol*, 27 mai 1988, texte repris dans les *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 5, Été-Automne 1988, p. 46). Depuis, M. Faurisson déclare que le rapport Leuchter a une importance comparable à celle du rapport Krouchtchev (cf. R. FAURISSON, *Le rapport Leuchter et la communauté juive mondiale*, in *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 6, Hiver 1988-1989, p. 169). Or en quoi consiste ce fameux rapport ? On peut en juger d'après le corps essentiel du texte publié dans les *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 5, p. 51-102, et d'après une bande vidéo de près de deux heures, qui montre Leuchter en activité dans les camps polonais. L'affaire est proprement ridicule (et c'est seulement la gravité du sujet qui empêche d'employer l'adjectif risible). On sait combien le remaniement des lieux depuis près d'un demi-siècle rend extraordinairement difficile l'identification des vestiges — à supposer qu'il en reste — des bâtiments qui ont pu servir de chambres à gaz. Même un examen approfondi des plans conservés ne permet dans certains cas que des suppositions (voir notamment J.-C. PRESSAC, *Les « Krematorien » IV et V de Birkenau et leurs chambres à gaz*, dans *Mémoire du Génocide*, op.cit., p. 611 et sv., et spécialement p. 650). Fred Leuchter, pour sa part, n'a pas ces difficultés : il suit les flèches. A Auschwitz, une flèche lui indique — en cinq langues, pour que tous les visiteurs comprennent — : « Chambre à gaz » ; il y va. A Birkenau, un panneau lui indique les « crématoires » (qui incluaient, dit-on, des chambres à gaz) ; il y va. Ensuite, au bout de la flèche, que ce soit dans un bâtiment, comme à Auschwitz, ou dans des ruines, comme à Birkenau, il prélève gravement avec son marteau et son ciseau, des échantillons — des « GCsamples » —, c'est-à-dire des morceaux de ciment, de briques ou de mortier ; on n'y trouvera pas, lors de l'analyse chimique, de traces significatives de cyanure. A Majdanek, l'expert visite une chambre à gaz reconstituée, dont il fait savamment la critique. Conclusion de Leuchter au sujet d'Auschwitz, Birkenau et Majdanek : « L'auteur trouve que les preuves sont écrasantes : en aucun de ces lieux, il n'y a eu de chambre à gaz d'exécution ». C'est cette production intellectuelle affligeante qui illumine M. Faurisson.

M. Faurisson est d'autant plus possédé par son idée qu'il est convaincu d'être l'acteur, et le principal acteur, d'un mouvement d'émancipation, de libération de l'esprit qui est capital pour notre époque. « Le révisionnisme est la grande aventure intellectuelle de la fin de ce siècle », aime-t-il à dire⁽⁵¹⁾. Celui qui mène un tel mouvement ne voit plus qu'une chose : l'objectif à atteindre.

S'ajoutant à l'idée fixe, et les deux s'épaulant mutuellement, il y a également le délire interprétatif. Une interprétation comme celle que Faurisson donne du journal de Kremer, est une interprétation proprement délirante. Mais — on doit le souligner avec force, sans quoi l'on risque de ne pas comprendre le cas Faurisson — cette interprétation se situe dans la droite ligne des délires interprétatifs auxquels le professeur de littérature française Robert Faurisson s'est laissé aller à propos de certains de ses auteurs favoris. Avant Kremer, il y avait eu notamment Gérard de Nerval et Arthur Rimbaud. Tout cela forme une lignée continue dont le révisionnisme constitue la phase finale, sans doute d'ailleurs la plus aiguë.

La torture infligée à Rimbaud est la plus extraordinaire, et elle a fait en son temps un certain bruit : c'est l'interprétation érotique du sonnet des voyelles, que M. Faurisson a lancée dans le monde parisien en 1961⁽⁵²⁾. Le sonnet des voyelles, selon lui, est un blason du corps féminin, considéré de bas en haut, et *in coitu*. A, c'est évidemment le triangle renversé du pubis, d'où A noir. E, qu'il faut imaginer en écriture manuscrite, et posé horizontalement, ne peut être que deux seins blancs. Couchez la lettre I et vous avez les lèvres : I rouge. Mettez la lettre U à l'envers, et vous avez les boucles de la chevelure dénouée de la femme. Pourquoi cependant U vert ? On se l'explique puisque Rimbaud ayant déjà retenu le noir, le blanc, le rouge et le bleu (pour le O qui va suivre), il ne lui restait plus pour la chevelure que le jaune ou le vert. Il a préféré le vert en raison notamment des réminiscences latines qui lui suggéraient qu'une chevelure peut sembler « viride », spécialement quand elle surgit d'une mer de qui elle emprunte ses reflets. Reste enfin, le O, bleu évidemment, puisqu'il représente les yeux bleus de la femme dans l'extase, s'agissant bien, on l'a dit, d'une femme *in coitu*.

Cette explication de texte a fait glousser de plaisir le monde parisien (le parisianisme, au mauvais sens du terme, est ainsi fait)⁽⁵³⁾, mais Etienne a dit

(51) Cf. *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 3, p. 193, n° 4, p. 18, et n° 5, p. 59. Voir aussi R. FAURISSON, *Révisionnisme et « pluralisme »*, in *Ecrits de Paris*, novembre 1987, p. 72.

(52) *A-t-on lu Rimbaud ?*, n° spécial de la revue *Bizarre*, 4^e trimestre 1961 (le texte y est signé R.F. — il est dû, écrit la revue, à un « professeur dans un lycée de province, (qui) a préféré garder l'anonymat pour le moment » — mais l'identité de l'auteur sera très rapidement connue); texte repris, avec quelques-uns des commentaires qu'avait suscités sa publication, dans R. FAURISSON, *A-t-on lu Rimbaud ? — suivi de l'affaire Rimbaud*, Paris, La Bibliothèque Volante, n° 4, juillet 1971.

(53) Voir notamment les extraits de presse reproduits dans R. FAURISSON, *op.cit.*, p. 39 et sv. « On fut pour, on fut contre, on disputa beaucoup », écrit Nadine Fresco (*Les redresseurs de morts*, dans *Les Temps Modernes*, juin 1980, p. 2151).

très simplement la chose qu'il fallait, et qui restera : c'est qu'une telle explication avait un caractère paranoïaque. Nous sommes, notait-il, sur le même registre que celui des interprétations paranoïaques-critiques chères à Salvador Dalí (54). De Rimbaud à Kremer (55), je le répète, la route est directe : c'est celle de l'interprétation délirante.

Il reste à nous demander si le révisionnisme n'a pas eu malgré tout, pour la recherche historique, certaines conséquences positives. Je répondrai : oui, sans hésitation. Les révisionnistes ont incité, sans aucun doute, à une critique plus rigoureuse des témoignages, et ils ont fait barrage à certaines affabulations. Max Gallo a commis en 1971, avec le livre *Au nom de tous les miens*, signé de Martin Gray, un mélange de roman et de semi-histoire où il était question de Treblinka (56). Avec les chiens de garde du révisionnisme, je ne crois pas qu'aujourd'hui il récidiverait.

En sens inverse cependant — et ceci a un caractère tout à fait négatif —, le révisionnisme a eu parfois pour effet de paralyser la critique. Je veux dire par là qu'on ne s'est pas livré à une analyse critique là où il aurait fallu s'y livrer, par peur d'être assimilé aux révisionnistes.

L'exemple le plus frappant à cet égard est celui du silence, de l'étonnant silence de la critique face au *Shoah* de Lanzmann. Qu'on m'entende bien : *Shoah* est sans conteste une œuvre puissante, extraordinairement puissante même, d'une densité humaine, d'une force d'émotion exceptionnelles. Elle communique une qualité d'émotion qui correspond à une vérité historique profonde. Mais à côté de la vérité des émotions, il y a aussi celle, plus prosaïque, mais néanmoins nécessaire, des faits. Est-ce que les témoignages que Lanzmann donne à entendre sont, sur le plan factuel, dignes de confiance ? Personne, pratiquement, ne s'est risqué à poser sérieusement la question, car c'était courir le risque d'être traité immédiatement de faurissonien. Et pourtant la question devait être posée, et soigneusement

(54) ETIEMBLE, *Le sonnet des voyelles. De l'audition colorée à la vision érotique*, Paris, 1968, p. 26 et 33. « À quel degré de niaiserie sommes-nous parvenus », gémit Etienneble, « qu'un tel ramas de contresens ait agité la presse, l'université, quelques illustres écrivains » (*ibid.*, p. 20).

(55) Avec des jalons intermédiaires, dont le plus marquant est sans doute la découverte des clés du *El Desdichado* (« Je suis le ténébreux, le veuf, l'inconsolé... ») de Gérard de Nerval (voir R. FAURISSON, *La Clé des Chimères et d'Autres Chimères de Nerval*, Paris, 1977, p. 14 et sv.). Sur l'interprétation des textes littéraires chez Faurisson, on verra d'une manière générale l'article de Nadine Fresco cité plus haut. — Je remercie mon collègue M. A. Mingelgrun, qui m'a fourni de très utiles indications.

(56) « J'ai écrit avec M. Martin Gray *Au nom de tous les miens*, utilisant à la fois mon métier d'historien et ma vocation de romancier », déclarait M. Max Gallo (*Le Monde*, 27/28 novembre 1983). Sur la manière qu'il a pratiquée, cf. les observations de M. Vidal-Naquet dans *Le Monde*, 29/30 janvier 1984. À propos plus précisément des pages sur Treblinka, Gitta Sereny note une conversation qu'elle a eue avec Max Gallo : « M. Gallo informed me coolly that he needed a long chapter on Treblinka because the book required something strong for pulling in readers » (*The men who whitewash Hitler*, article cité, p. 673).

examinée. Parmi les témoins privilégiés de Lanzmann, il y en a au moins deux, Bomba, le coiffeur, qui prétend avoir coupé les cheveux des femmes, à un rythme accéléré, dans une chambre à gaz⁽⁵⁷⁾, et Filip Müller, dont le livre relatif à Treblinka est très sujet à caution⁽⁵⁸⁾, qui, tout émouvants qu'ils soient, auraient dû être passés au crible de la critique historique. Personne n'a osé le faire⁽⁵⁹⁾. Personne non plus, et je dirais a fortiori, n'a osé faire une critique sérieuse des témoignages que l'on a entendus au procès Barbie.

C'est de la même manière que l'on peut expliquer aussi la relative faiblesse de la recherche scientifique en France quand il s'agit de l'histoire de la déportation et des camps. Peu de jeunes historiens, à ma connaissance, se lancent dans cette voie. Ce serait pour eux, qui ont non seulement à faire de la bonne histoire, mais aussi à construire leur carrière, une voie périlleuse. Ils pourraient certes mettre à mal les thèses révisionnistes, mais ils seraient également forcés, s'ils font bien leur métier, de mettre aussi à mal des témoignages signés parfois des noms les plus respectés. Il n'est pas bon pour la carrière d'un jeune historien que de devoir dire qu'Elie Wiesel a écrit des billevesées⁽⁶⁰⁾. Le terrain est miné : on préfère ne pas s'y aventurer⁽⁶¹⁾.

(57) Cf. Claude LANZMANN, *Shoah*, Paris, 1985, p. 143-148. Fait à noter — mais ceci intéresse l'histoire même du film —, Bomba, que l'on voit, dans *Shoah*, parler dans son salon de coiffure, avait, au moment où Lanzmann l'a interrogé, abandonné son métier. Mais Lanzmann, pour le tournage, a loué un salon de coiffure dans lequel il a remis son témoin en activité (voir Lanzmann : le premier homme sur les lieux du crime, dans *L'Autre Journal*, mai 1985, p. 47, et Ph. JACOBSON, *Life after death*, dans le *Sunday Times Magazine*, 2 mars 1986, p. 44).

(58) On peut à cet égard, sans suivre bien entendu M. Faurisson dans plusieurs de ses conclusions, citer ses arguments; cf. R. FAURISSON, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'Histoire*, Paris, 1980, p. 251-267. Voir aussi C. MATTOGNO, *Auschwitz : un cas de plagiat*, dans les *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 5, Été-Automne 1988, p. 119 et sv.

(59) «Le film n'a fait l'objet que d'éloges redoublés, presque trop nombreux et trop marqués pour ne pas révéler une certaine mauvaise conscience. Personne n'a critiqué la méthode, la manipulation des témoins... Pouvait-on le critiquer sans être taxé d'antisémitisme ?» (H. ROUSSO, *Le syndrome de Vichy*, p. 253). Ce risque a d'ailleurs été illustré — magnifiquement illustré, oserais-je dire — lors d'un incident qui me met en cause. A la séance de présentation de *Shoah* à Charleroi, en novembre 1988, M. Lanzmann fut interrogé par un journaliste qui lui demanda son avis sur ce que j'avais déclaré au sujet du film dans une interview au MRAX (voir la note initiale de cet article), interview dans laquelle je m'exprimais à peu près dans les mêmes termes qu'ici. La réaction de M. Lanzmann fut plus qu'indignée : «Qui est ce Stengers ?... Pour moi, c'est un professeur suspect!... Votre professeur Stengers, c'est un révisionniste!» (voir E. MEUWISSEN, dans la *Nouvelle Gazette*, Charleroi, 9 et 10 novembre 1988).

(60) A Auschwitz, en 1944/ Elie Wiesel déclare avoir vu des bébés jetés au feu en plein air, jetés dans une fosse d'où montaient des « flammes gigantesques »; un camion les y déversait. Cette page célèbre de *La Nuit* est, dit un commentateur, *the most widely-quoted passage in Holocaust literature*» (R. McAFEE BROWN, *Elie Wiesel : Messenger to All Humanity*, Notre Dame, 1983, p. 53).

(61) M. Vidal-Naquet, dans une étude toute récente, avance d'autres raisons, fort intéressantes, pour expliquer la «longue carence de l'historiographie française» (voir P. VIDAL-NAQUET, *Le défi de la Shoah à l'histoire*, dans *Les Temps Modernes*, octobre 1988, p. 67 et sv.; cf. aussi une explication dans A. WIEVIORKA, *Le travail contre l'oubli du peuple de la mémoire*, dans *Autrement*, n° 88, mars 1987, p. 113). Les facteurs qu'il invoque jouent

Mais les deux effets contradictoires du révisionnisme que je viens d'évoquer ne constituent pas l'essentiel. L'essentiel est le défi que le révisionnisme lance aux historiens. Il les somme d'écrire une histoire rigoureuse, fondée sur une critique des sources menée avec minutie. C'est la grande tâche où ils doivent montrer qu'ils sont dignes de leur profession (62).

Il n'est cependant pas possible de terminer ces quelques pages sur des considérations qui tiennent exclusivement à l'histoire. Ce qui touche au révisionnisme comporte un autre enjeu encore, qui dépasse le domaine de l'histoire. Je veux parler des limites de la liberté. Il peut y avoir, il y a effectivement dans nos sociétés — je n'envisage évidemment ici que les sociétés démocratiques — des « tensions », qui peuvent être vives, entre d'une part la volonté d'assurer une liberté d'expression de la pensée aussi large que possible, et celle d'autre part de faire obstacle à ce qui apparaît à la fois comme par trop scandaleux et par trop dangereux, telles notamment les incitations à la haine raciale (63). En Belgique, en France, dans d'autres pays encore, on a jugé indispensable de limiter la liberté d'expression en rendant punissables de pareilles incitations. La législation allemande en la matière a largement contribué à juguler également, du même coup, les publications « révisionnistes » (64). Faut-il aller plus loin, et étendre expressé-

peut-être, mais celui que je cite me paraît, personnellement, le plus important. Ce n'est pas d'ailleurs seulement le jeune historien qui peut craindre des ennuis; même des maîtres y sont exposés. On en a eu un exemple récent dans le cas du doyen Michel de Boüard. La revue *Historiens et Géographes*, organe de l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie, s'est fort fait tirer l'oreille pour publier un article qu'il avait consacré à *La déportation entre l'histoire et le mythe*. La publication s'est faite avec retard, et avec un liminaire qui est presque une excuse de la rédaction: c'est un texte, écrit-elle, que « nous publions à la demande expresse de la Régionale de Caen » (*Historiens et Géographes*, n° 321, décembre 1988, p. 49; l'incident a été évoqué dans la presse: voir *Rivarol*, 14 octobre 1988). M. de Boüard écrit lui-même qu'il y a eu dans l'histoire de la déportation « des tabous dont la plupart sont aujourd'hui encore vivaces, au point que quiconque a la hardiesse de les regarder d'un oeil critique se voit traité de profanateur, même s'il... ne peut être soupçonné de sympathie pour le IIIe Reich, ses institutions, ses dirigeants » (*ibid.*, p. 54).

(62) On verra dans le présent numéro des *Cahiers* un pas capital dans cette direction avec l'étude de Maxime STEINBERG, *Lecture critique d'un génocide au détail. Les yeux du témoin et les lunettes de l'aveugle*.

(63) J'emprunte cette notion de « tensions » à l'intervention de M. Roger Lallemand dans les débats parlementaires préparatoires à la loi du 30 juillet 1981 réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (voir *Annales parlementaires, Sénat*, 1980-1981, p. 2232, séance du 18 juillet 1981; cf. également les paroles du rapporteur, le Sénateur De Meyer, *ibid.*, p. 2226).

(64) Il s'agit, nous l'avons déjà dit (voir ci-dessus note 4) des articles 130, 131 et 186 du Code pénal. Nous renvoyons à ce sujet avant tout à l'étude détaillée de E. STEIN, *History against Free Speech: the new German law against the « Auschwitz » — and other — « lies »*, dans la *Michigan Law Review*, vol. 65, n° 2, novembre 1986, p. 277-324. Comme la jurisprudence, en ce qui concerne l'application de ces dispositions à la négation du génocide, était malgré tout assez vacillante — et cela en dépit de condamnations nettes comme celle du livre de W. Stäglich (voir ci-dessus note 4), un projet de loi fut introduit en 1982 pour faire d'une telle négation un délit spécifique. C'est que l'on a appelé le projet de loi « gegen die Auschwitz-Lüge ». Ce texte donna lieu à de vives discussions, à la fois politiques et juridiques, et rencontra, sur le plan politique, de gros obstacles (cf. E. STEIN, p. 106 et sv.; une des meilleures études, du point de vue juridique, est celle de S. COBLER, *Das Gesetz gegen die « Auschwitz-Lüge »*, in *Kritische Justiz*, t.18, 1985, p. 159-170). En 1985, après ces

ment cette restriction de la liberté à ce que l'on regarde comme des insultes à la mémoire des victimes du nazisme ? Des parlementaires socialistes français l'ont pensé et ont déposé dans ce sens une proposition de loi, rendue publique en avril 1988 (66). A l'opposé jaillissent les paroles flamboyantes de Noam Chomsky qui, dans un texte qui a fait un bruit considérable, écrivait : « Même si Faurisson se trouvait être un antisémite acharné ou un pronazi fanatique ..., cela n'aurait rigoureusement aucune conséquence sur la légitimité de la défense de ses droits civils. Au contraire, cela rendrait leur défense d'autant plus impérative puisque... c'est précisément le droit d'exprimer librement les idées les plus effroyables qui doit être le plus vigoureusement défendu » (66). C'est un grand débat sur la liberté. L'historien, s'agissant des conditions d'exercice de son métier, a le droit et le devoir d'y participer. Comme historien, il ne peut pas oublier, je pense, que son métier n'est rien sans la liberté (67).

LE DOCUMENT HISTORIQUE

Le document d'histoire n'est jamais fait sur mesure. On fouille trop souvent la pièce d'archives, si remarquable soit-elle, pour toujours qu'elle puisse être utilisée. Le premier regard ne s'est pas d'emblée de quelle façon servir. Une lecture au premier degré ne puise pas la trace écrite. Entre les lignes, elle condense plus d'histoire qu'elle n'en exprime. Ses mots les plus modestes sont parfois tout aussi significatifs, surtout davantage que les plus significatifs. Les archives nazies relatives à la « solution finale » nées ont, à cet égard, autant de cas de figure. Classées à l'époque « administratives du Reich », elles sont de nature structurées. Le décryptage et la réécriture s'ajoutent à leur lecture comme le texte révisé, un

longs débats, une formule de compromis fut trouvée qui, sans modifier la qualification des délits, facilitait les poursuites fondées sur l'article 185 du Code pénal punissant l'injure. Le Code pénal, pour le reste, demeure donc en l'état.

- (66) Proposition de loi d'avril 1988 « tendant à renforcer la législation anti-raciste en vue de combattre les thèses révisionnistes et de permettre les poursuites à l'encontre des négateurs de l'holocauste nazi ». La proposition frappe de peines « ceux qui auront porté atteinte à la mémoire ou à l'honneur des victimes de l'holocauste nazi en tentant de le nier ou d'en minimiser la portée ». Les auteurs de cette proposition, si l'on lit l'Exposé des motifs, croient manifestement que l'Allemagne, depuis 1985, dispose d'une loi spécifique contre le révisionnisme, et ils veulent que la France suive cet exemple (On verra les textes reproduits en fac-similé dans les *Annales d'Histoire révisionniste*, n° 8, p. 199-203).
- (66) Texte reproduit en tête de R. FAURISSON, *Mémoire en défense*, op.cit., p. XIV. Cette « préface » au livre de Faurisson (je mets le mot « préface » entre guillemets car son caractère de préface fait précisément l'objet d'une controverse) a donné lieu à des polémiques très vives dans lesquelles il serait trop long d'entrer ici. Le ton a été d'autant plus vif que Chomsky a fait montre d'une véritable « hargne anti-française » (P. THIBAUD, dans *Le Monde*, 31 décembre 1980). Son texte a déjà donné lieu à des exégèses universitaires : cf. spécialement J.-C. MILNER, *Chomsky et les politiques d'extermination*, dans son livre *Ordres et raisons de langue*, Paris, 1982, p. 318 et sv. — Je remercie pour son aide à ce sujet mon collègue M. M. Dominicy.
- (67) La mise en garde de S. Cobler mérite, me semble-t-il, d'être méditée. « Falls », écrit-il, « Geschichte zum Rechtsgut deklariert wird, wird unter dem Deckmantel juristischer Wahrheitsfindung der staatlichen Willkür Tür und Tor geöffnet. Es ist dann nicht mehr auszuschliessen, sondern möglicherweise nur eine Frage der Zeit, dass je nach den politischen Konjunkturen strafrechtlich definiert und sanktioniert wird, was gerade als »wahr« und »richtig« zu gelten hat und durchzusetzen ist » (S. COBLER, *Das Gesetz gegen die »Auschwitz-Lüge«*, art.cité, p. 166).